

Bonnes nouvelles

Et bien voilà, c'est fait ! Nous avons assisté à l'inauguration de la nouvelle saison des NAO. Un spectaculaire 1%. Comme on s'y attendait, la direction ne s'embarrasse plus trop d'arguments pour justifier le fait que nous n'aurons pas d'augmentations réelles de nos salaires.

Cette réunion et les deux qui vont suivre ne serviront à rien d'autre que de formalité pour une direction obligée par la loi de convoquer les délégués syndicaux. Quelle comédie, quelle farce !

Aucune des propositions des syndicats n'est retenue. A quoi bon ? Les dirigeants de Ford ont décidé que les 5,7 milliards de dollars de profit de la multinationale iraient dans les poches des actionnaires, dans celles de Mullaly et ses collègues grands dirigeants, un peu aussi dans celles des petits dirigeants de chaque usine et le reste dans les poches des salariés ... ah mince, il ne reste plus grand-chose.

L'attitude de la direction se situe entre cynisme et mépris ... quoiqu'on dise, tout est bon pour justifier son favori « non, pas possible ». Les pertes de pouvoirs d'achat des ouvriers, leurs dettes, leurs difficultés à vivre dignement ? Peu importe pour une direction décidée à nous faire avaler une nouvelle pilule d'austérité. C'est bien la mode, n'est-ce pas ?

La direction fait un pari tout simple : plus de la moitié des salariés sont au chômage partiel, les autres sont là mais plus ou moins en pointillé, les syndicats sont toujours autant divisés même si cette fois la CFTC et la CGT adoptent une démarche commune. Dans ces conditions, la direction se dit que son truc va passer les doigts dans le nez..

Alors, on a deux solutions : soit on a les 15-20 euros de plus qui seront de toute façon perdus par l'augmentation des prix. Soit on tente d'obtenir ce qui est nécessaire, ce qui est urgent pour nombre d'entre nous.

Nous sommes pour cette deuxième solution. Nous pensons qu'il faut changer la donne. Les 1%, c'est inacceptable ! Ras le bol des salaires qui n'augmentent pas ! C'est une question de pouvoir vivre mais aussi de respect.

Nous n'avons pas le choix, pour obtenir de vraies augmentations de salaires, on doit être solidaire et agir ensemble. Syndicats et salariés pourraient défendre en commun un minimum vital ? N'y aurait-il pas les moyens de trouver un accord entre tous ? Pourquoi rester dans son coin impuissants dans des réunions qui ne servent à rien ?

Il faut que l'ambiance change dans l'usine. Voilà ce que nous mettons en débat cette semaine.



ENTRE LUTTES ET RÉPRESSIONS : COMMENT LA SITUATION SOCIALE PEUT-ELLE BASCULER ?

« Les temps sont durs », nous entendons souvent cette phrase et nous sommes nombreux à le ressentir ainsi. Crise, chômage, licenciements, perte du pouvoir d'achat ... Cette situation touche la majorité de la population sans qu'il y ait pour autant une mobilisation générale pour stopper cette catastrophe sociale.

Il y a bien des « villages gaulois », des salariés qui résistent, qui luttent contre des plans de licenciements, contre des fermetures d'usines. C'est le cas des PSA à Aulnay, des Fralib à Gemenos (13), des Goodyear à Amiens, des Arcelor à Florange, des Petroplus en Normandie ou encore des salariées des 3 Suisses sur plusieurs sites. Des batailles longues, très longues, des semaines, des mois, voire des années de conflits.

Il en faut de la détermination, de l'énergie, du soutien, du moral ... d'autant plus qu'en face, du côté des patrons ou des gouvernements, ce sont des moyens de pression, de chantage, d'intimidation qui sont mis en place. Contre les Goodyear, il y a les CRS, les cars anti-émeutes, une campagne médiatique contre leur soi-disant jusqu'aboutisme ; contre les PSA, il y a les interpellations policières, les sanctions disciplinaires et là encore une campagne d'intimidation patronale, les contremaitres en guise de milice ; contre les Fralib, il y

a les tribunaux, les salaires non payés ...

Le patronat, bien aidé par toute une flopée de serviteurs (gouvernements, économistes, experts, spécialistes qui envahissent les télé et radios) veut nous faire payer sa crise et de ce fait, ne supporte pas que des salariés résistent. Tout est fait pour nous faire baisser la tête. C'est logiquement qu'il est très difficile de riposter.

Même si le climat est à la résignation ou au fatalisme, les questions se posent quand même : est-ce que ça peut changer et comment ça peut changer ? Pour nous, la solution passe par la solidarité entre tous, par les liens de solidarité, par la coordination des actions et des résistances diverses.

Il est urgent que le monde du travail, que le camp des salariés discutent ensemble des moyens que nous avons pour faire face au rouleau compresseur de la crise capitaliste. Où qu'on bosse, on ne doit pas rester isolés car nous subissons exactement les mêmes conséquences de la même logique de course aux profits.

C'est pour ça que nous allons soutenir des salariés en lutte dès que possible, que nous participons à des actions communes (collectif Licenci'elles), que nous irons au 1er mai des « Arcelor » à Florange.

POUR LA DIRECTION, C'EST « NAO ! »

Lors de la première réunion des N.A.O, la direction nous a mis « fanny ». Ou pour le dire autrement, elle a fait le grand chelem : Non à toutes les revendications ... de tous les syndicats. Non, non, no, no, no !

Et avec le sourire s'il vous plaît. A la fin de la réunion, qui d'après elle s'est bien passée (sans blague ?), elle a déclaré « *c'est bien de pouvoir échanger dans la politesse et la sérénité* ». Ben voyons !

Cette attitude décomplexée montre à quel point que ces séances annuelles ne sont en rien des négociations. C'est juste pour faire semblant.

Franchement, nous n'avons pas envie de jouer ce petit jeu de dupe avec elle. Affaire à suivre...



Dual Clutch

*A l'usine,
dorénavant,
Ce sera
Pâques tous
les jours !*

AGENDA MOBILISATION :

La bataille contre l'austérité, les licenciements et l'accord du 11 janvier a une suite :

Manifestation à Bordeaux à 11H30 le mardi 9 avril 2013.

Distribution d'un tract spécifique lundi 8.

REDÉMARRAGES ET RÉORGANISATIONS :

LES INQUIÉTUDES DEMEURENT

Les mois qui viennent verront des équipes se mettre en place avec le démarrage de production de la 6F35. Il y aurait moins de collègues au chômage, certains étant mutés plus précisément à telle ou telle activité (usinage, assemblage, pignonnerie, maintenance).

Mais au total, le nombre d'emplois concernés par l'ensemble des activités est loin d'être satisfaisant. Avec 600 à 700 postes comptabilisés (TTH, Racks, 6F35, Double Embrayage, Carter Fox) nous serions autour de 400 salariés sans emploi « fixe ».

Cela suscite logiquement des inquiétudes et des spéculations : des collègues seront-ils écartés, perdront-ils leurs postes ou leurs métiers ? Certains se sentent menacés ou en danger. La direction prépare t'elle des coups tordus, des chantages, des pressions pour faire partir ?

On peut tout imaginer. Mais la réponse, notre réponse doit être collective et solidaire. Nous devons réagir ensemble, ne pas laisser des collègues se faire écartier ou muter sans les aider, sans s'entre-aider.

La période qui vient sera forcément délicate. La longue situation d'inactivité et de chômage partiel a contribué à relâcher les liens ente nous tous, à casser le collectif. Nous allons avoir besoin d'être vigilants, de réapprendre à agir ensemble.

UNE POLITIQUE « OPACITÉ-TIONNAIRE »

La direction a beaucoup de mal avec la transparence. La CGT a demandé par courrier des éléments concernant les détails de la rémunération des salariés ... de tous les salariés, de l'ouvrier jusqu'au cadre dirigeant.

Elle a répondu dans un premier temps qu'elle ne comprenait pas ce que nous demandions puis a affirmé que la politique de Ford sur les salaires était une politique « discrétionnaire » : ce qui signifie que nous n'avons pas à connaître les précisions sur les rémunérations de nos dirigeants. Cela ne nous regarde pas ! Comme elle nous a si bien répondu : « Ceci n'est pas votre business ! ».

Le seul chiffre officiel sur les revenus des dirigeants à FAI reste celui communiqué dans le bilan social annuel : pour l'année 2011, nous le rappelons, le revenu moyen pour les 10 plus gros salaires est un modeste 12 000 euros mensuel. A peine 5 fois plus que le salaire moyen d'un ouvrier.

Pour nous, cette rémunération enlève toute légitimité aux dirigeants pour nous expliquer que nous devons accepter une nouvelle fois de nous serrer encore plus la ceinture.



UN COMITÉ DE PILOTAGE LE 24 MAI ?

La préfecture vient de nous informer que le Comité de Pilotage tant attendu (repoussé à deux reprises depuis décembre dernier) pourrait avoir lieu le 24 mai. Attention, cela reste au conditionnel.

Nous en savons toujours aussi peu sur les motivations des uns et des autres, sur les difficultés qui expliqueraient ce report systématique. Du côté des pouvoirs publics et de l'Etat comme du côté de Ford (petit avantage pour les premiers) c'est une absence quasi complète d'informations.

Pour nous ce 24 mai sera l'occasion de rappeler que non seulement le logo doit revenir mais aussi qu'un nouveau projet est nécessaire pour assurer le maintien des 1000 emplois minimum sur le site.

Il faudra que nous soyons nombreux pour le dire. Une occasion à ne pas manquer pour nous faire entendre. Si l'usine FAI est encore là c'est grâce à notre mobilisation, alors montrons que nous ne lâchons rien.